

tribunes

LES GROUPES DU CONSEIL DE PARIS

GRUPE SOCIALISTE ET APPARENTÉS

RÉMI FÉRAUD
PRÉSIDENT DU GROUPE

Les incivilités ne sont pas une fatalité

Paris vient de se doter d'un nouvel outil essentiel pour améliorer la vie quotidienne : la brigade de lutte contre les incivilités. L'espace public prend en effet toujours plus d'importance dans notre vie et devient le terrain de nouveaux usages qui ne cessent de s'inventer. Il faut donc nous adapter à ces usages pour éviter des nuisances qui empoisonnent le quotidien et altèrent la qualité de vie.

Pour ce faire, la nouvelle Direction de la prévention, de la sécurité et de la protection (DPSP) sera dotée de presque 2 000 agents, soit un quasi-doublement des effectifs pour des tâches de prévention et de verbalisation. Elle sera répartie en 10 circonscriptions territo-

riales, renforçant ainsi le rôle des mairies d'arrondissement car les problématiques en matière d'incivilités sont très différentes d'un quartier à l'autre. Les élus d'arrondissement les connaissent bien et pourront agir en lien avec les conseils de quartier et les associations.

Nous sommes en effet persuadés qu'avec beaucoup de volontarisme politique, des moyens adaptés et de la persuasion, nous pouvons améliorer durablement et considérablement la situation parisienne en matière d'incivilités.

Il ne s'agit pas de gesticuler comme le fait régulièrement la droite sur ce sujet, obsédée par les mots et les slogans, mais si éloignée des réalités. Il s'agit de mieux faire respecter les règles sur un domaine qui relève de nos compétences et que la Police ne traite pas. Il ne s'agit pas de déstabiliser l'édifice de la sécurité à Paris ni de favoriser un désengagement de l'État

dans le domaine de la sécurité. En aucun cas Paris ne veut se doter d'une police municipale, au risque de doubler dans un contexte parisien très spécifique, les débats lors des élections de 2014 ayant d'ailleurs tranché cette question.

La Bruyère disait, dans *Les Caractères* : « L'incivilité n'est pas un vice de l'âme, elle est l'effet de plusieurs vices, de la sottise vanité, de l'ignorance de ses devoirs, de la paresse, de la distraction, du mépris des autres, de la jalousie. »

Quelles que soient les motivations des incivilités, il est indispensable que la réforme que nous mettons en place ne constitue qu'un moyen pour arriver à un but : changer durablement les comportements. ■

→ Retrouvez-nous sur le site
<http://groupe-ps.paris>
et sur Twitter : @ElusPSParis

GRUPE UDI-MODEM

ÉRIC AZIÈRE
PRÉSIDENT DU GROUPE

Métro, c'est trop!

Parmi les diverses joies de la rentrée, les Parisiens et Franciliens se seraient bien passé de celle de retrouver l'état déplorable de leur métro. Car le métro parisien, c'est l'expérience quotidienne de détritux en tous genres jonchant le sol, les quais et les rames, d'infiltrations dans les voûtes, et d'une pollution aux particules fines dans les stations qui reste un enjeu sanitaire que la RATP semble masquer. L'augmentation inéluctable de la fréquentation se traduit aux heures de pointe, par exemple, par un agrégat humain d'au moins 6,5 personnes au mètre carré à la station République, autant d'opportunités d'incivilités, de harcèlement ou d'attouchements que provoque ce sauna sociétal organisé. Les conditions de voyage sont rendues d'autant plus pénibles que les fameux « inci-

dents d'exploitation » se multiplient. Même la signalétique a de quoi laisser le néophyte nerveux. Bien chanceux sera celui qui trouvera la sortie la plus rapide, sa correspondance sans hésiter, un plan du réseau lisible dans la rame, ou un agent pour le renseigner. Et le déploiement du wifi dans le métro est sans cesse repoussé, alors que le tunnel sous la Manche est déjà équipé de la 4G depuis 2014!

La mendicité est partout, car les situations de très grande précarité sont aujourd'hui réfugiées dans les rames, les couloirs, au pied des marches, côtoyant musiciens et vendeurs parmi lesquels on ne fait plus la distinction entre les autorisés et les improvisés.

À cela s'ajoute un sentiment d'insécurité qui ressort de toutes les enquêtes d'opinion : 6 femmes sur 10 y craignent une agression ou un vol, et les annonces préventives contre les pickpockets sonnent comme un cruel aveu d'impuissance de la RATP. Plusieurs stations sont devenues des lieux identifiés

de deals et de consommation de crack, mais les forces de police préfèrent les tolérer dans ces souterrains que de les voir apparaître à la surface. Quant à la fraude, l'enjeu est moins celui de règles plus sévères que leur application plus stricte.

En réalité, la RATP a troqué le sens du service public contre celui des affaires. Ses 80 000 emplacements publicitaires sur des kilomètres de quais et couloirs, jusqu'à l'intérieur des voitures, pèsent 10 % du marché national de l'affichage. Une manne qui ne profite pas aux usagers, puisque la RATP met plus de soin à entretenir ces milliers de panneaux et d'écrans qui impriment leurs pupilles malgré eux, qu'à améliorer leur confort.

En ne dénonçant pas ces conditions de transport, indignes d'une ville-monde du XXI^e siècle, la Mairie de Paris n'est-elle pas de fait complice de cet abandon des passagers, laissés à leur triste sort dans ce boyau d'indifférence ? Il est temps qu'elle prenne ses responsabilités. Trop, c'est trop! ■

GROUPE LES RÉPUBLICAINS**NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET
PRÉSIDENTE DU GROUPE****Non à la restructuration
à la hache de la
restauration scolaire!!!**

Afin de les mettre sous sa coupe, la Maire de Paris a engagé une centralisation des cantines scolaires, qui sont aujourd'hui gérées de façon indépendante arrondissement par arrondissement. D'ici à 2018, un établissement public central prendrait donc la suite des vingt Caisses des écoles, quand bien même ces dernières fournissent chaque jour à vos enfants un service de cantine satisfaisant. Nous nous y opposons vigoureusement!

Car, contrairement à ce qu'elle prétend, la centralisation des achats et des approvisionnements risque fort de réduire la qualité des repas servis aux enfants. Alors que de nombreuses Caisses des

écoles se fournissent actuellement auprès de petits producteurs et éleveurs d'Île-de-France, notamment, pour alimenter les cantines de leur arrondissement, il y a fort à craindre que ces derniers ne soient plus en mesure de répondre aux marchés passés par la « centrale » que veut créer la Maire qui devra assurer 22 millions de repas par an.

D'ailleurs, avec un tel volume, comment peut-on croire que cette réforme n'est pas le prélude à une privatisation globale de l'ensemble en faveur d'une grande société de restauration collective à qui l'on confiera l'ensemble du service? La Maire a beau certifier qu'aucun enfant ne mangera moins bien à l'issue de cette réforme, les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent et le nivellement par le bas aura bien lieu.

Les enfants parisiens méritent mieux que cette cuisine structurée proposée par l'Exécutif mu-

nicipal, c'est pourquoi nous souhaitons que la Mairie de Paris consulte réellement les familles parisiennes avant d'entériner les termes de cette nouvelle organisation. Nous demandons à cette fin que la réforme soit présentée et soumise au vote dans chaque conseil d'école. ■

**GROUPE COMMUNISTE –
FRONT DE GAUCHE****NICOLAS BONNET-OULALDJ
PRÉSIDENT DU GROUPE****La petite enfance :
une priorité**

Le développement des places en crèche a toujours été une priorité pour le groupe PCF-FDG. Nous soutenons donc pleinement le plan de la Ville qui consiste à créer 5 000 places en crèche d'ici à 2020. Mais cet effort de création doit être accompagné par des moyens de fonctionnement suffisants. Lors des débats budgétaires pour l'année 2016, nous avons demandé et obtenu la création de postes supplémentaires pour garantir les remplacements en cas d'absence. Il est primordial d'accompagner les agents de la petite enfance pour leur permettre d'exercer leur métier dans les meilleures conditions. Il faut d'ores et déjà penser à l'après 2020. La Ville doit continuer à créer des places en crèche en se

donnant l'objectif de répondre à l'ensemble des demandes parce que chaque parent doit avoir la possibilité de mener son rapport parental et sa vie active de façon sereine.

Les modes de garde collectifs ont leur importance. Ils sont moins coûteux pour les familles et donc accessibles à tous. L'accueil collectif en crèche est une première approche de la vie en collectivité, c'est le premier lieu de sociabilité pour nos enfants. Ces établissements sont également un moyen de sensibilisation des tout-petits à la culture, à la lecture, à la danse et à bien d'autres choses.

Il faut rester très attentif à la manière dont ces établissements sont gérés. La question du mode de gestion est importante car elle influe sur le fonctionnement des crèches, sur les projets pédagogiques des établissements et sur la qualité de l'encadrement. C'est la raison pour laquelle nous insistons régulièrement pour que la Ville cesse de soutenir les

crèches confessionnelles qui ne respectent pas la laïcité et privilégient un fonctionnement communautaire.

De plus, la Ville ne doit plus faire appel à des sociétés privées pour gérer des crèches. La raison est simple : le but premier d'une entreprise est de réaliser des profits. Pour être rentables, les crèches privées à but lucratif doivent faire des économies sur les frais de gestion, elles font appel à des personnels moins qualifiés qu'elles n'hésitent pas à exploiter en dégradant les conditions de travail. En bout de course, c'est la qualité de l'accueil des enfants qui en pâtit, nous ne pouvons pas l'accepter. ■

tribunes

LES GROUPES DU CONSEIL DE PARIS

GRUPE ÉCOLOGISTE DE PARIS

ANNE SOUYRIS
ET DAVID BELLARD
COPRÉSIDENTS DU GROUPE

Pour un Paris interculturel

Sur les 2,3 millions d'habitantes et habitants que compte Paris, plus de 300 000 étranger-es, selon une étude de l'Apur de 2003, y vivent. Cela représente 14 % de la population parisienne totale, faisant de Paris une véritable ville cosmopolite et ville-monde.

Les vagues successives d'immigration depuis le Moyen Âge à nos jours façonnent Paris et transforment ses quartiers.

À l'heure où les questions de l'accueil des réfugié-es et de leur intégration dans nos villes occupent une place importante dans les débats publics en France, après les attentats à Paris qui nous interrogent à juste titre sur la réalité de notre intégration à la française, nous devons nous interroger sur

la prise en compte de la diversité culturelle de la population dans les actions de la municipalité.

Pour que l'origine étrangère ne soit pas un handicap mais un atout pour chaque Parisien-ne de culture étrangère, si l'on veut que notre ville soit dans l'échange et non le « vivre à côté » qui est notre lot commun, Paris doit se doter d'une stratégie volontariste en matière de politique interculturelle.

L'interculturalité est à développer dans tous les secteurs de la vie dans la cité : elle apporte les outils critiques indispensables à l'épanouissement de chacun et à l'enrichissement du collectif. Elle est aussi un véritable outil de lutte contre les inégalités et l'exclusion. Afin de favoriser la prise en compte de la diversité culturelle de la société parisienne dans nos actions à Paris, nous avons proposé la création d'une mission d'information et d'évaluation sur le thème de « Paris, ville interculturelle ».

Quelle place faisons-nous dans notre ville aux cultures de celles et ceux qui viennent d'Europe, d'Afrique ou encore d'Asie ? Les populations issues de cultures autres que celle de notre pays, voire de notre ville, participent-elles à la vie de leur quartier et leur Ville ? Existe-t-il une valorisation de ces cultures dans nos politiques publiques faisant ainsi la passerelle et le lien entre tou-tes les Parisiennes et les Parisiens ? Ce sont ces questions que nous voulons aborder, pour développer l'action publique de la ville dans le domaine de l'interculturalité.

Dans l'éducation, la formation, la culture, le sport, l'entreprise... De l'utilisation des réseaux sociaux, à la musique, les squats, le street art, les pratiques sportives, la santé, la cuisine, ou encore l'agriculture urbaine, le champ à explorer est immense, et les perspectives prometteuses. Avec pour horizon une ville plus participative et plus inclusive. ■

GRUPE RADICAL DE GAUCHE, CENTRE ET INDÉPENDANTS

JEAN-BERNARD BROS
PRÉSIDENT DU GROUPE

Pour une conférence métropolitaine du climat

La COP 21 a placé Paris au centre de la lutte contre le changement climatique. Les bonnes pratiques mises en place et la volonté écologique constante de notre ville afin de diminuer la pollution et la consommation de gaz à effet de serre ont été saluées. Mais ce focus sur Paris nous oblige aujourd'hui à être plus ambitieux.

Alors qu'un nouveau Plan climat sera lancé prochainement pour fixer nos objectifs pour 2050, nous devons définir nos axes et nos principes d'action et nous donner les moyens de les atteindre.

Lutter contre le changement climatique, ce n'est pas seulement trouver des réponses techniques à notre consommation d'énergie, même si

cela est essentiel. Lutter contre ce changement nécessite de revoir nos manières d'agir et de penser pour modifier nos habitudes. Cela vaut pour la collectivité parisienne qui devra continuer à modifier son organisation pour être une administration exemplaire. Mais cela doit se faire à une nouvelle échelle. Une prise de conscience générale devait avoir lieu, et nous pensons que la COP 21 a réussi à relever ce défi. Le travail de la communauté scientifique a fait taire les climato-sceptiques et a permis de rendre accessibles au public les projections pour notre futur.

Une autre condition est également nécessaire, celle de concilier les mesures environnementales avec l'activité économique et le mode de vie des Parisiennes et des Parisiens. Si nous ne respectons pas ce point, nos futurs objectifs resteront des vœux pieux et ne seront jamais atteints. Ainsi ce futur Plan climat devra être concerté avec les habitants, mais également avec les opérateurs économiques.

Il nous faut aussi dépasser les frontières de notre ville et profiter de la création de la Métropole du Grand Paris pour travailler avec les villes voisines au-delà des clivages politiques. C'est une ambition forte, mais sans cela, nous aurons échoué à faire de Paris un exemple dans la lutte contre le changement climatique.

La Maire de Paris soulignait que les grandes villes ont un rôle majeur pour relever les défis mondiaux. Nous partageons ce point de vue. C'est pourquoi, Paris doit impulser les conditions d'une concertation large pour que chacun des acteurs pouvant agir à la réduction de la pollution ait un objectif à atteindre. La France l'a fait au niveau mondial, Paris doit le faire au niveau métropolitain. Pour toutes ces raisons le groupe Radical de Gauche Centre et Indépendants propose l'organisation d'une Conférence des parties métropolitaines sur le climat. ■

➔ www.groupe-prgci-paris.com

➔ Twitter : @Groupe_PRG_CI